

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 29 juin 2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 juin 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PASTACORP

9, boulevard de Croisset
76000 Rouen

Références : UDRD.2022.06.R.28

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 20 juin 2022 dans l'établissement PASTACORP implanté 9, boulevard de Croisset 76000 ROUEN. L'inspection a été annoncée le 20/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASTACORP
- 9, boulevard de Croisset 76000 ROUEN
- Code AIOT dans GUN : 0005802240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Activité principale :

Fabrication de semoule à partir de blé dur (réception et stockage de blé ; nettoyage, mouillage et trituration de blé ; conditionnement et chargement de semoule ; valorisation de pellets de résidus de meunerie).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Visite d'inspection inopinée réalisée à l'issue de la période de contradictoire relative au projet d'arrêté préfectoral de sanctions administratives transmis à l'exploitant le 20 mai 2022, consécutivement à la visite d'inspection du 5 mai 2022, au cours de laquelle avait été constaté le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022.

2) Ce qu'il faut retenir des constats

La visite d'inspection du 20 juin 2022 a permis de constater que l'exploitant a entrepris des démarches visant à se mettre en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022, notamment sur le nettoyage et l'état de propreté de ses installations, et la conformité de ses installations électriques et de ses moyens de défense contre l'incendie.

En revanche, les modalités de rejet des effluents du laboratoire demeurent non-conformes.

En conséquence, l'inspection des installations classées acte les actions de mise en conformité engagées par l'exploitant, et propose de modifier le projet d'arrêté préfectoral de sanctions administratives produit suite à la visite d'inspection du 5 mai 2022, pour proposer à monsieur le préfet de prendre un arrêté préfectoral d'amende administrative d'un montant de 1 000 euros (*amende correspondant à la non-conformité sur les rejets aqueux*) et d'astreinte administrative d'un montant forfaitaire de 100 euros par jour applicable à compter de la notification de l'arrêté, jusqu'à satisfaction de la mise en demeure concernant la modification de l'évacuation des effluents du laboratoire vers un exutoire conforme autre que le milieu naturel.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées formule un certain nombre de demandes, détaillées dans les fiches de constat ci-jointes.

3) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : prévention des accumulations de poussières

Référence réglementaire : arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022, article 1.
Thème(s) : risques accidentels, nettoyage des zones à risque d'incendie ou d'explosion.
Prescription contrôlée : La société PASTACORP est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son site implanté sur la commune de ROUEN : sous 1 mois : l'article 7.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, en procédant au nettoyage complet des zones à risque d'incendie ou d'explosion, et en communiquant à l'inspection des installations classées des photos datées des différentes zones concernées.
Constats : la visite d'inspection du 20 juin 2022 a permis de constater un état de propreté convenable du rez-de-chaussée de la tour de manutention, de la fosse élévateur (moteurs propres) et de la galerie sous-cellules du silo A. En revanche, l'étage de la tour de manutention correspondant au niveau de la galerie sur-cellules du silo A, et cette galerie elle-même, présentaient une atmosphère poussiéreuse perceptible à l'œil nu dès l'ouverture de l'ascenseur, engendrée par la mise en suspension de poussières depuis un tamiseur situé dans la galerie. Des dépôts de poussière étaient visibles sur les conduits de la tour de manutention ("tuyaux bicolores" selon l'expression même de l'exploitant), ce qui interroge également sur l'étanchéité – et donc, sur l'efficacité – du découplage entre la galerie sur-cellules et la tour de manutention. En échangeant avec l'exploitant lors de la visite, ce dernier a reconnu la nécessité de mettre en œuvre un dispositif de capotage ou d'aspiration sur le tamiseur, pour prévenir ces émissions de poussières ; par courrier électronique du 27 juin 2022, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées deux photographies d'un nouveau conduit d'aspiration installé au droit du tamiseur. Sur ces clichés, l'atmosphère de la pièce semble moins poussiéreuse. Ce faisant, le risque accidentel est réduit, et la qualité de l'air pour les opérateurs s'en trouve améliorée. Lors de la visite, l'inspection a également constaté dans la galerie le remplacement du "globe" qui avait été endommagé antérieurement, permettant une réduction significative de la quantité de poussières émise dans la pièce. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a identifié des émissions de poussières périodiques sous forme de petites bouffées, au niveau de la cellule C3 dans la galerie sur-cellules du silo en béton de produits finis ; ces émissions étaient liées au déchirement d'un ruban adhésif qui avait été collé "temporairement" par l'exploitant afin d'obstruer l'orifice d'une ancienne arrivée de cyclone (problématique des "réparations de fortune", déjà abordée lors de la visite d'inspection du 5 mai 2022) ; une couche de poussières de plusieurs millimètres d'épaisseur était visible au sol et sur les conduits faisant face à cet orifice. Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre un obturateur conforme "d'ici la fin de semaine" (du 20 au 24 juin 2022) ; par courrier électronique du 27 juin 2022, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées une photographie d'un nouvel obturateur sur le rejet de poussières incriminé. Enfin, l'inspection des installations classées a constaté la présence de plusieurs balayettes en divers endroits du site (point déjà relevé lors de la visite d'inspection du 5 mai 2022 et ayant été abordé lors de la réunion du 9 mai 2022), alors que le nettoyage est censé être effectué à l'aide d'aspirateurs ATEX (l'article 7.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 prévoit en effet que l'usage des balayettes ne se produit qu'à titre exceptionnel et fait l'objet de consignes).
Observations : l'inspection des installations classées souligne le travail entrepris par l'exploitant sur la problématique du nettoyage et la maîtrise des sources émettrices de poussières, les installations étant moins empoussiérées que lors de précédentes visites. L'inspection des installations classées a pu consulter la feuille d'émargement relative à l'information et à la sensibilisation du personnel au nettoyage (sensibilisation effectuée entre le 18 mai et le 2 juin 2022).

L'inspection des installations classées considère donc que la mise en demeure relative au nettoyage est levée.

En revanche, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de colmater les jours visibles autour des conduits traversant le mur de cloison entre la tour de manutention et la galerie sur-cellules du silo A. Des photographies attestant la réalisation de ces travaux seront communiquées à l'inspection des installations classées sous un délai de 1 mois.

En outre, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que l'utilisation des balayettes est à proscrire, afin d'éviter la mise en suspension des poussières.

Type de suites proposées : avec suites.

Proposition de suites : lettre de suite préfectorale.

Nom du point de contrôle : installations électriques – mise à la terre

Référence réglementaire : arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022, article 1.

Thème(s) : risques accidentels, conformité des installations électriques et liaisons équipotentielles.

Prescription contrôlée :

La société PASTACORP est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son site implanté sur la commune de ROUEN : sous 1 mois : l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, en vérifiant que toutes les liaisons équipotentielles sont correctement raccordées, et en communiquant à l'inspection des installations classées le rapport de vérification 2021 de la conformité des installations électriques (contrôle prévu en décembre 2021) ; en cas de nouvelles non-conformités identifiées, les interventions curatives sont prioritaires et planifiées dans un échéancier communiqué à l'inspection des installations classées.

Constats : la visite d'inspection du 20 juin 2022 a permis de constater l'affichage (au niveau du poste d'accueil) de la consigne imposant aux chauffeurs la mise à la terre de la benne de leur camion ; un camion, en cours de réception de blé lors de la visite, était bien relié à la terre.

Toutefois, l'inspection des installations classées a constaté que les postes de chargement des camions en produits finis ne disposaient que d'une seule pince-crocodile de raccordement à la terre ; de fait, lorsque plusieurs camions étaient en chargement simultanément (opération qui n'avait pas été constatée précédemment par l'inspection), seul l'un d'entre eux pouvait disposer de ce raccordement. Quoi qu'il en soit, lors de la visite, ladite pince-crocodile disponible était inutilisée, alors que deux camions se trouvaient au même moment sous les postes de chargement.

Sur ce sujet, l'exploitant a indiqué avoir récemment échangé avec son bureau d'études, lequel a confirmé l'intérêt de mettre à la terre les camions en cours de chargement. L'exploitant a annoncé l'achat d'enrouleurs complémentaires ; par courrier électronique du 27 juin 2022, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées une photographie montrant l'installation d'un nouvel enrouleur avec pince-crocodile de mise à la terre à proximité de l'un des postes de chargement.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté une liaison équipotentielle défectueuse au rez-de-chaussée de la tour de manutention ; en cours de visite, l'exploitant a demandé à l'un de ses opérateurs de procéder à la réparation de la liaison, réparation effectuée avant la fin de la visite et constatée par l'inspection des installations classées avant son départ. L'inspection des installations classées a également constaté que la tresse de continuité électrique non raccordée le 5 mai 2022 dans la galerie sur-cellules du silo A avait depuis été remise en place.

En revanche, le remplacement d'une pièce défectueuse dans l'armoire électrique située dans un sas au deuxième étage du moulin B, annoncée par courrier électronique du 1er juin 2022 et prévue le 18 juin 2022, n'a pas pu être effectuée, car la pièce de remplacement livrée ne correspond pas à la pièce commandée. "L'odeur de chaud" qui avait été sentie lors de la visite du 5 mai 2022 n'était pas perceptible le 20 juin 2022.

<p>Observations : l'inspection des installations classées considère que la mise en demeure relative aux liaisons équipotentielles est respectée, mais demande à l'exploitant de remplacer, sous un délai de quinze jours, la pièce défectueuse dans l'armoire électrique du moulin B, et de lui communiquer les justificatifs de cette intervention.</p> <p>Il est par ailleurs demandé à l'exploitant de rappeler aux chauffeurs, une nouvelle fois et de façon régulière, la nécessité de connecter leur véhicule à la terre avant chargement ou déchargement.</p>
Type de suites proposées : avec suites.
Proposition de suites : lettre de suite préfectorale.

Nom du point de contrôle : surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques

Référence réglementaire : arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022, article 1.
Thème(s) : risques accidentels, sondes de niveau.
<p>Prescription contrôlée : La société PASTACORP est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son site implanté sur la commune de ROUEN : sous 1 mois : l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, en procédant au remplacement des sondes de niveau défectueuses, afin de prévenir les débordements de cellules.</p>
Constats : la visite d'inspection du 20 juin 2022 a permis de constater la fixation de la sonde de niveau de la cellule C6 dans la galerie sur-cellules du silo en béton de produits finis.
Observations : l'inspection des installations classées considère que la mise en demeure relative aux sondes de niveau est respectée.
Type de suites proposées : sans suite.
Proposition de suites : sans objet.

Nom du point de contrôle : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022, article 1.
Thème(s) : risques accidentels, bouches incendie le long de la Seine
<p>Prescription contrôlée : La société PASTACORP est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son site implanté sur la commune de ROUEN : sous 1 mois : l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, en faisant effectuer les vérifications réglementaires et en procédant aux travaux exigés sur ces matériels, notamment : le poteau incendie ; les bouches incendie le long de la Seine ; les colonnes sèches.</p>
Constats : la visite d'inspection du 20 juin 2022 a permis de constater que la seule non-conformité encore en suspens après les précédentes visites a été corrigée : la bonne orientation selon un axe vertical des raccords pompiers le long du quai.
Observations : l'inspection des installations classées considère que la mise en demeure relative aux vannes d'eau incendie est respectée.
Type de suites proposées : sans suite.
Proposition de suites : sans objet.

Nom du point de contrôle : valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2022, article 1.
Thème(s) : risques chroniques, isolement des rejets des effluents du laboratoire.
Prescription contrôlée : La société PASTACORP est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son site implanté sur la commune de ROUEN : sous 3 mois, l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, en isolant les rejets d'effluents du laboratoire dans un circuit de collecte spécifique ; ces effluents liquides constituant des déchets, il incombe à l'exploitant de les traiter et de les faire éliminer en assurant la traçabilité telle que prescrite par l'article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017.
Constats : la visite d'inspection du 20 juin 2020 a permis de constater que l'évacuation des effluents du laboratoire n'a pas encore été modifiée, en dépit des résultats de nouvelles analyses des eaux rejetées (en mai 2022 – résultats communiqués par l'exploitant par courrier électronique du 1er juin 2022) non-conformes.
Observations : constatant le non-respect de cette prescription, l'inspection des installations modifie le projet d'arrêté préfectoral de sanctions administratives produit suite à la visite d'inspection du 5 mai 2022, pour proposer à monsieur le préfet de prendre un arrêté préfectoral d'amende administrative d'un montant de 1 000 euros et d'astreinte administrative d'un montant forfaitaire de 100 euros par jour applicable à compter de la notification de l'arrêté, jusqu'à satisfaction de la mise en demeure concernant la modification de l'évacuation des effluents du laboratoire vers un exutoire conforme autre que le milieu naturel. A toutes fins utiles, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'en cas de rejet dans le réseau d'eaux public, l'accord du gestionnaire via une convention de déversement est nécessaire.
Type de suites proposées : avec suites.
Proposition de suites : amende et astreinte.

Nom du point de contrôle : collecte des effluents

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, article 4.3.2.
Thème(s) : risques chroniques, collecte des rejets d'eau chlorée.
Prescription contrôlée : Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
Constats : la visite d'inspection du 20 juin 2022 a permis de constater la reprise d'étanchéité du muret en béton de la rétention des cuves d'eau chlorée ; en revanche, le bac de rétention sous le bidon de chlore n'a pas encore été mis en place par l'exploitant (l'exploitant affirme néanmoins avoir commandé le bac, qui n'a pas encore été reçu), et la fuite au niveau des cuves d'eau chlorée n'est pas réparée (intervention du plombier encore en attente).
Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui communiquer, sous un délai n'excédant pas 3 semaines, le bon d'intervention du plombier pour la réparation de la fuite des cuves d'eau chlorée, et une photographie du bac de rétention sous le bidon de chlore.
Type de suites proposées : avec suites.
Proposition de suites : lettre de suite préfectorale.

Nom du point de contrôle : caractéristiques des équipements

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, article 7.4.5.
Thème(s) : risques accidentels, entretien des rouleaux des convoyeurs à bande.
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : la visite d'inspection du 20 juin 2022 a permis de constater le déchargement d'une péniche, à l'aide d'une grue, sur un convoyeur à bande (le seul convoyeur à bande du site). Considérant le retour d'expérience de silos portuaires implantés sur le Port de Rouen, l'inspection des installations classées a interrogé l'exploitant sur la maintenance des rouleaux de son convoyeur à bande ; l'exploitant a indiqué qu'il ferait intervenir une société extérieure pour procéder à la vérification de l'état des rouleaux.
Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui communiquer, sous un délai n'excédant pas 3 mois, un document attestant de la vérification par un tiers de l'état du convoyeur à bande de déchargement des péniches (rotation et état de surface des rouleaux, état et tension de la bande...). En cas de défaut constaté, l'exploitant procède aux réparations adéquates avant toute nouvelle réception de péniche.
Type de suites proposées : lettre de suite préfectorale.
Proposition de suites : sans objet.

Nom du point de contrôle : vieillissement des structures

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, article 7.4.11.
Thème(s) : risques accidentels, passerelle des cellules Hermex.
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la tenue dans le temps des parois de la tour de manutention, des silos de stockage de matières premières et de produits finis (cellules en béton et cellules Hermex). [...] La suppression des désordres doit être réalisée suivant une cinétique appropriée. Les résultats de ces contrôles et des réparations éventuelles sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : la visite d'inspection du 20 juin 2022 a permis d'aborder avec l'exploitant la problématique liée à l'état de vieillissement (corrosion) de la passerelle située une dizaine de mètres au-dessus vide et reliant la galerie sur-cellules du silo en béton de produits finis et la galerie sur-cellules des cellules Hermex. L'inspection des installations classées a également constaté que les travaux de reprise d'étanchéité au plafond de la galerie sur-cellules du silo C n'ont pas encore été effectués. Dans son courrier électronique du 1 ^{er} juin 2022, l'exploitant écrivait : "Comme indiqué lors de votre visite du 5 mai dernier, le devis qui avait été fait n'a pas été retenu, nous sommes toujours en cours de prospection d'une société pour l'établissement de ce devis et entreprendre ensuite les travaux d'étanchéité au niveau du plafond de la galerie sur-cellules du silo C." Par ailleurs, des infiltrations au niveau de la galerie sur-cellules Hermex ont été observées, et sont à l'origine d'irisations visibles au sol.
Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : - lui transmettre, sous un délai n'excédant pas 6 mois un rapport de diagnostic de l'état de la passerelle reliant la galerie sur-cellules du silo en béton de produits finis et la galerie sur-cellules des cellules Hermex ; en cas de défaut constaté, l'utilisation de la passerelle est interdite, ou sécurisée de manière à prévenir toute chute, dans l'attente de travaux de remise en état ; - reprendre l'étanchéité de la galerie sur-cellules Hermex, afin d'éviter les infiltrations.
Type de suites proposées : lettre de suite préfectorale.
Proposition de suites : sans objet.